

Portraits de familles

L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles

Sous la direction d'Arnaud Régnier-Loilier

Paris, Institut national d'Études démographiques, 2009, 544 p. (collection Grandes enquêtes)

En vente en librairie et à l'Ined, 29,00 €

La famille n'en finit pas de se transformer, d'évoluer, de se réinventer. Elle suscite toujours autant d'intérêt et de curiosité, peut-être parce que chacun contribue à ses changements, participe à la redéfinition de ses contours. Et si l'on ne se reconnaît pas directement dans certains traits de son évolution, on s'y retrouve, toujours plus ou moins, à travers des histoires vécues par notre entourage. Chaque évolution nous parle, est évocatrice, ne nous laisse pas indifférent, suscite avis et réactions.

Encore une enquête sur la famille... pourquoi ?

La plupart des sociétés occidentales partagent, durant ces dernières décennies, un ensemble d'évolutions sociodémographiques communes : indicateurs de fécondité à la baisse, augmentation de l'espérance de vie, plus forte participation des femmes au marché du travail, retard à la formation des unions et de la famille, diminution des mariages au profit d'autres formes de relations (union libre, relations non cohabitantes ou nouvelles formes légales d'union), fragilisation des unions, complexification des formes familiales.

Ces évolutions, plus ou moins marquées d'un pays à un autre, représentent un véritable enjeu, tant du point de vue social que politique avec notamment, la baisse de la fécondité en Europe qui atteint des niveaux très bas (en 2005, entre 1,2 et 1,4 enfant par femme dans la plupart des pays d'Europe orientale et méridionale, 1,7 en Suède, 1,8 au Danemark et en Finlande, 1,9 en France), et couplée à l'augmentation de l'espérance de vie, cela fait entrer certains pays dans le vieillissement de la population. Se posent alors des questions d'équilibre entre les générations, de relations d'entraide familiale, de structures d'accueil pour les personnes âgées, de financement des retraites et d'une redéfinition des rapports de genre, où la place de la femme dans la société n'est plus la même.

Partant de ces observations générales, et face à la nécessité de mieux comprendre les évolutions démographiques et sociologiques récentes dans notre société, un projet d'étude internationale a vu le jour au début des années 2000. L'enquête Générations et genre (appelée communément GGS, acronyme de *Generations and Gender Survey*) consiste à interroger dans différents pays d'Europe, mais aussi d'ailleurs, un nombre important de femmes et d'hommes, sur la base d'un questionnaire commun. Les thématiques abordées dans l'enquête sont nombreuses. Se mêlent à la fois des questions portant sur les comportements de fécondité et l'histoire conjugale des personnes, en lien avec la reconstitution de certaines transitions-clés comme la fin des études, le départ du foyer parental, l'entrée sur le marché du travail, le départ à la retraite, l'avancée en âge, l'accès à la grand-parentalité, la dépendance. Mais la dimension « genre » apparaît comme centrale dans le questionnaire. Les relations entre conjoints, vues sous l'angle du partage des tâches, de la prise de décisions, de l'entente conjugale, mais aussi par la prise en compte des caractéristiques des deux membres du couple (âge, niveau d'études, activité, revenus, etc.), sont autant d'aspects qui permettent de mieux rendre compte des comportements démographiques contemporains.

Si l'on aspire toujours à vivre en couple, la vie conjugale se passe de plus en plus de toute forme d'institutionnalisation. Les débuts de la vie conjugale sous une forme informelle sont devenus une « réalité ordinaire ». Alors que, dans les années 1960, le mariage faisait suite à une période de cohabitation dans seulement un cas sur dix, c'est aujourd'hui l'inverse : les mariages directs (non précédés de cohabitation) représentent désormais moins de un cas sur dix.

Plus généralement, le nombre de mariages célébrés continue de diminuer. Le mariage n'a plus les mêmes fonctions et son recours n'est plus une nécessité sociale, mais relève davantage d'un choix. Il l'est d'autant plus que la France offre depuis 1999 une autre alternative avec la mise en place du Pacte civil de solidarité (Pacs). Bien qu'il soit en partie une réponse aux demandes de reconnaissance des unions formées par deux personnes de même sexe, le Pacs touche en réalité deux publics. Aujourd'hui, on dénombre environ un Pacs pour deux mariages et la part des couples homosexuels parmi les pacés est passée de 41 % en 1999 à 6 % en 2008. Cette évolution est expliquée à la fois par un phénomène de « rattrapage » (les couples de même sexe, établis de longue date, ont choisi le Pacs dans les mois qui ont suivi sa mise en œuvre) puis à un engouement croissant de la part des couples de sexe différent.

Wilfried Rault et Muriel Letrait se demandent (*chapitre 2*) dans quelle mesure cette diversification des formes de vie commune peut traduire des rapports distincts à un ordre sexué qui repose sur un double attachement à la différence des sexes et à leur complémentarité. Ils confrontent ainsi quatre formes conjugales (mariage direct ou quasi direct, mariage après cohabitation, union libre et Pacs), à différents indicateurs d'activité et de valeurs. Les oppositions les plus flagrantes apparaissent entre les individus du groupe *Mariage direct ou quasi direct* et ceux du groupe *Pacs*.

Outre la diversification des formes institutionnelles de la vie conjugale, sociologues et démographes s'intéressent à une autre forme d'union qui semble se développer en Europe, celle des couples qui gardent deux domiciles distincts, quitte à en partager un préférentiellement. Éva Beaujouan et Catherine Villeneuve-Gokalp montrent que la catégorie de « *Living Apart Together* » est en réalité plurielle (*chapitre 3*). Une typologie en quatre groupes en ressort. Si l'émergence d'une période de post-adolescence, liée à l'allongement des études et à l'élévation de l'âge auquel on obtient son premier emploi, explique que ce mode de relation soit fréquent chez les « jeunes gens », il touche également les « seniors » (après un épisode de veuvage ou le départ en institution du conjoint), mais également d'autres personnes « hors famille », la plupart d'âge intermédiaire, célibataire et n'ayant pas encore d'enfants, et enfin des « monoparentaux », le plus souvent des femmes ayant la garde de leurs enfants après une séparation ou un divorce.

Depuis les années 1970, les unions se sont en effet fragilisées. Alors que moins de 5 % des couples formés dans les années 1950 ont été dissous dans les dix ans, c'est le cas d'un couple sur cinq formé au début des années 1980. Avec ces séparations et divorces plus fréquents, de plus en plus de femmes et d'hommes vivent plusieurs unions successives (Cassan *et al.*, 2001). Le *chapitre 4* s'intéresse aux facteurs qui déterminent la durée d'une union, en distinguant les premières unions des suivantes. Éva Beaujouan montre que l'âge à la première union et la génération sont des facteurs déterminants de la stabilité des unions. Au-delà de ce résultat, l'histoire conjugale des femmes a, de toute évidence, une influence sur la stabilité des secondes unions, même s'il reste difficile de déterminer si un gain de stabilité peut être attribué à un effet d'apprentissage ou s'il doit être rattaché à des traits de caractères des individus. L'expérience et le report de la remise en couple diminuent le risque de séparation tandis que la naissance d'enfants dans une précédente union représente un obstacle au maintien d'une seconde union. En définitive, les unions les plus stables sont les premières unions fécondes. De manière plus générale, Didier Breton et France Prioux (*chapitre 5*) montrent que le risque de rupture des unions fécondes en France dépend du statut matrimonial de l'union, de la pratique d'une religion, de l'âge à la mise en union, de l'histoire familiale du parent durant son enfance ou encore de son diplôme. Naître au sein d'un couple marié constitue un risque plus important pour l'enfant de voir ses parents se séparer.

Cette succession plus fréquente d'histoires conjugales façonne de nouvelles formes familiales. Le *chapitre 5* décrit aussi la situation familiale des enfants, en distinguant ceux qui vivent en famille monoparentale (16 % des moins de 18 ans sont dans cette situation) avec leur père ou avec leur mère, en famille recomposée, ou sans aucun parent. La recomposition familiale interroge à la fois la conception de la filiation et la place respective des parents biologiques et sociaux. L'enfant a alors deux foyers, chacun susceptible de connaître une recomposition. Les fratries se complexifient en effet avec la présence de demi-frères ou sœurs (avec lesquels ils ont une filiation commune, le père ou la mère) et de quasi frères ou sœurs (aucun lien de filiation en commun : enfant que le conjoint du parent de l'enfant a eu d'une précédente union).

Les transformations de la structure familiale peuvent avoir des conséquences sur le plan socioéconomique. En s'intéressant plus spécifiquement au phénomène de pauvreté et de précarité dans le *chapitre 6*, Philippe Cordazzo compare différentes structures familiales : personnes isolées, couples sans enfant, couples avec enfant(s) et familles monoparentales. Pour ce faire, il a construit deux indicateurs de précarité, l'un objectif (taux de pauvreté monétaire), l'autre subjectif (sentiment de précarité). Après avoir décrit les caractéristiques de la population touchée par la précarité, il propose une estimation du nombre moyen d'années passées dans cette situation, lequel dépend à la fois de la succession des situations familiales que peut connaître une personne, de leur calendrier et de leur durée.

Couples au quotidien : qui fait quoi ?

La vie conjugale et familiale appelle à une organisation domestique au sein du couple. Comment s'arrange-t-on, au niveau du quotidien, entre conjoints ? Le déclin du mariage qui, comme nous l'avons évoqué plus haut, consacrait une division traditionnelle des rôles entre sexes, et une plus forte participation des femmes au marché de l'emploi, devraient logiquement conduire à une meilleure répartition du travail domestique au sein du couple. Mais les choses évoluent très lentement dans ce domaine ; bien que la « norme égalitaire » et les revendications allant dans ce sens soient très présentes, les femmes assument encore près de 80 % des tâches.

Dans une optique d'abord méthodologique, le *chapitre 7* s'intéresse à la manière dont les femmes et les hommes décrivent l'organisation quotidienne de leur ménage, en fonction des conditions de passation des entretiens. Dit-on la même chose en présence de son conjoint ? Dans la lignée d'une précédente analyse qui portait sur les tâches domestiques, Arnaud Régnier-Loilier s'intéresse ici, avec Nelly Guisse, à l'effet de la présence d'un tiers durant l'entretien. Concernant la répartition des tâches parentales d'abord, les hommes interrogés seuls paraissent surestimer leur participation. En revanche, la présence de leur conjointe durant l'entretien joue un rôle de régulateur et semble neutraliser la valorisation de soi du répondant face à l'enquêteur. Mais les effets peuvent s'avérer plus complexes concernant les sujets de désaccords dans le couple et les questions d'opinion. Néanmoins, le fait que l'organisation domestique soit décrite différemment selon la présence ou non du conjoint est porteur de sens et montre, outre la subjectivité des réponses, l'importance de l'enjeu que représente ce pan de la vie quotidienne entre conjoints.

Les auteurs des *chapitres 8 et 9* s'intéressent plus spécifiquement à la répartition du travail domestique chez les couples ayant au moins un enfant à charge (de moins de 14 ans). Après avoir décrit la répartition des tâches parentales et domestiques entre conjoints et s'être intéressée à l'achat de services ménagers, Denise Bauer (*chapitre 8*) propose une typologie des couples selon leur mode d'organisation domestique qui apparaît intimement lié à l'investissement professionnel de chacun des conjoints. Lorsque l'un des conjoints est au foyer, il assume la majorité des charges domestiques et familiales ; à l'opposé, lorsque les deux sont actifs, qu'ils appartiennent aux mêmes catégories socioprofessionnelles et qu'ils ont des revenus identiques, la répartition est plus équilibrée. L'auteur montre enfin que la satisfaction, quant à l'organisation domestique, est la plus forte pour les couples partageant les tâches. Carole Brugeilles et Pascal Sebille (*chapitre 9*) centrent leur analyse sur les rapports sociaux de sexe en jeu dans le partage des activités parentales, en tenant compte de la nature des différentes tâches et de leurs connotations sexuées. Ils montrent,

notamment, que l'implication des pères est liée aux caractéristiques de la fratrie, à sa composition, au sexe et à l'âge des enfants.

Si les configurations conjugales et familiales, où la différence d'implication des hommes et des femmes dans le travail domestique est la plus grande, sont désormais bien identifiées, on sait cependant peu de choses sur l'influence du rang de l'union dans le partage des tâches entre conjoints. La banalisation des séparations de couples, mariés ou non, conduit Anne Solaz à s'interroger sur ce point dans le *chapitre 10*. Après avoir montré que la spécialisation au sein du couple était croissante, avec la durée de l'union pour les tâches domestiques, mais plus stable pour les tâches parentales et la prise de décisions, elle met en avant une répartition plus égalitaire en seconde union qu'en première union, d'après les déclarations des hommes.

Maria Eugenia Cosio-Zavala et Pascal Sebillé élargissent cette approche à d'autres variables de « genre » : prise de décisions, gestion des revenus, part des revenus de la femme dans le ménage, écart d'âge entre conjoints, opinions relatives à la parité. Ils concluent à un effet négatif des variables montrant le plus d'égalité au sein des couples sur la probabilité d'avoir un enfant ou d'être marié (*chapitre 11*).

Étapes de vie et diversité des parcours familiaux

Les changements du modèle matrimonial évoqués précédemment sont en partie liés aux modifications du contexte d'accès à l'état d'adulte. L'allongement des études, mais aussi le « temps de latence professionnelle » qui tend à s'accroître (période de précarité, chômage, stage ou contrats à durée déterminée), ne sont pas sans conséquence sur la constitution du couple. Par voie de conséquences, ce sont toutes les étapes de la construction familiale qui sont repoussées. Dans le *chapitre 12*, Pascal Sebillé explore les évolutions récentes du passage à l'âge adulte, en considérant différents marqueurs de transition : la fin des études, l'accès au premier emploi, la décohabitation du foyer parental, l'entrée en union et la naissance du premier enfant. Loin d'observer une homogénéisation des transitions, il note une forte différenciation sociale et entre sexes, dans la réalisation des premières étapes de construction familiale. La poursuite de longues études, l'accès à l'emploi et l'entraide familiale se confirment comme les déterminants d'une diversité sociale du passage vers l'âge adulte. Cette diversification est d'autant plus intéressante qu'elle n'est pas sans conséquences sur la situation professionnelle des personnes en seconde partie de carrière (*chapitre 13*). En s'intéressant plus spécifiquement aux personnes âgées de 45 à 64 ans, Sylvie Renaut et Jim Ogg élaborent une typologie des parcours de vie à partir des mêmes indicateurs mobilisés dans le précédent chapitre (âge au départ du foyer parental, âge de fin d'études, au premier emploi, à la première mise en couple, au premier enfant). À partir des différentes catégories construites, ils confrontent la situation professionnelle de ces personnes (observée au moment de l'enquête) à leur histoire personnelle passée et montrent ainsi, qu'au-delà des caractéristiques sociodémographiques, certains parcours spécifiques de passage à l'âge adulte sont plus ou moins favorables au maintien en emploi.

Le *chapitre 14* traite plus spécifiquement d'un événement déjà considéré précédemment : l'arrivée d'un enfant. Le recul de l'âge à l'entrée en parentalité continue de s'élever en France. L'explication la plus souvent avancée est, précisément, celle de l'allongement des études, aussi bien du côté masculin que féminin, ainsi que les difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Les couples veulent aussi s'assurer (ou se convaincre ?) de la solidité de leur union avant d'avoir un premier enfant. Le souhait de profiter de leur vie de couple aussi longtemps que possible et de se réaliser professionnellement explique aussi ce report, en particulier parmi les groupes sociaux les plus élevés. La loi Neuwirth de 1967 libéralisant la contraception moderne a évidemment contribué à défaire le lien entre mariage et premier enfant et, plus généralement, entre mise en couple et entrée en parentalité. Le désir de fonder une famille reste cependant très présent et la France fait actuellement figure d'exception en Europe avec un indicateur de fécondité élevé (2,02 enfants par femme), proche du seuil de renouvellement des générations. La proportion de femmes restant sans enfant est très faible (inférieure à une sur dix), et la plupart des familles comptent deux, voire trois enfants. Laurence Charton revient sur l'évolution du calendrier

de fécondité des femmes et des hommes, au fil des générations, en différenciant les situations conjugales. Bien que les conceptions prénuptiales soient de plus en plus rares, le premier enfant survient très rarement en dehors d'un couple cohabitant, et de plus en plus souvent dans le cadre d'une seconde union. L'auteur s'intéresse plus spécifiquement aux intentions de fécondité et aux facteurs qui déterminent les désirs et la réalisation du projet familial.

Les comportements familiaux et conjugaux peuvent également être analysés au regard du sentiment religieux. Bien que la pratique d'une religion soit de moins en moins fréquente en France, le sentiment religieux n'y est pas étranger. Dans la mesure où, pour l'une des premières fois dans une enquête de statistique publique, il a été possible de collecter la religion d'appartenance ou d'origine « en clair », avec les précautions légales qui s'imposent, nous proposons d'abord, avec France Prioux, un portrait de la France religieuse, par génération (*chapitre 15*). L'étude montre ensuite, d'une part, que les plus pratiquants vivent plus souvent en couple, ont une histoire conjugale plus stable, se marient plus fréquemment et, d'autre part, que leurs comportements de fécondité sont différents : l'infécondité et les naissances hors mariage sont moins fréquentes chez les plus pratiquants qui, en moyenne, ont une fécondité plus élevée.

Perspectives intergénérationnelles

La dernière partie de cet ouvrage est plus spécifiquement dédiée à une préoccupation centrale de l'étude des relations familiales et intergénérationnelles. Elle rassemble différentes contributions qui placent les aspects « genre » et « générations » au centre de la réflexion.

En premier lieu, et malgré l'allongement et la diversification des parcours d'entrée dans « l'âge adulte » évoqués en troisième partie, il est devenu très rare, en France, que des enfants devenus adultes cohabitent avec leurs parents. À l'aune de ce constat se pose la question des relations qu'entretiennent parents et enfants, dès lors qu'ils ne cohabitent plus. Malgré l'idée d'un resserrement autour de la famille nucléaire (famille réduite à l'unité conjugale), les liens avec le reste de la parenté sont loin d'être délaissés et constituent une composante essentielle de la sociabilité des Français. Le *chapitre 16* s'intéresse plus spécifiquement à la fréquence à laquelle les uns et les autres se rencontrent. Arnaud Régnier-Loilier et Émilie Vivas ont d'abord cherché à repérer les facteurs qui interfèrent le plus sur ces relations : la distance du domicile des parents, le niveau de diplôme, la catégorie sociale ou encore l'âge. Avant 25 ans, une plus forte fréquence des rencontres correspond au fait que le départ du foyer parental n'est plus forcément synonyme d'une réelle émancipation. Les relations diffèrent également selon les âges de la vie ou au gré d'événements familiaux, bien que le veuvage ou l'incapacité d'un parent ne laisse guère entrevoir de resserrement durable des relations. En revanche, la fragilisation des unions et la multiplication des familles monoparentales et recomposées, ont eu des conséquences importantes sur les relations entre générations. En cas de séparation conjugale, les rapports entretenus par le parent non gardien (le plus souvent le père) avec ses enfants s'en trouvent largement affectés.

Cette rupture du lien a, mécaniquement, des conséquences quant aux liens familiaux à l'âge de la grand-parentalité. De manière plus générale, Anne Bourgeois et Jacques Légaré s'interrogent sur les incidences des transformations démographiques récentes sur la grand-parentalité. Après avoir proposé un « portrait » sociodémographique des grands-parents en France et montré à quel point cette figure familiale était de plus en plus présente, ils s'intéressent plus spécifiquement à l'âge auquel on entre, aujourd'hui, dans cette phase du cycle de vie, ainsi qu'à l'entourage familial des grands-parents. Outre les évolutions au fil des générations, dues notamment à l'allongement de l'espérance de vie, le *chapitre 17* met l'accent sur les grandes disparités entre hommes et femmes, tant dans la probabilité de devenir un jour grands-parents que dans le contexte familial qui entoure la grand-parentalité.

Les différentes phases du cycle de vie peuvent également être scandées par la prégnance plus ou moins forte d'un sentiment de mal-être (*chapitre 18*). Pascal Hintermeyer et Alexandre Avdeev s'interrogent ainsi sur la fréquence des sentiments de solitude et de dépression au fil des générations et selon le sexe. Les femmes expriment plus fréquemment que les hommes cette souffrance,

plus présente avec l'avancée en âge.

Le vieillissement de la population et l'augmentation continue de l'espérance de vie sont au cœur d'autres enjeux. Parmi eux, l'équilibre entre les générations, remis en question dans de nombreux pays par une fécondité basse voire très basse, amène à s'interroger sur la prise en charge des personnes âgées. Dans une optique économique et sociale, Carole Bonnet et Guillaume Destré analysent le dispositif des pensions de réversion. Le *chapitre 19* documente en France la connaissance – ou plutôt la méconnaissance – de la part des personnes sur leurs droits dans ce domaine. Cette étude inédite identifie ainsi une population qui apparaît particulièrement vulnérable, dans la mesure où beaucoup de personnes surestiment leurs droits et pourraient ainsi adopter un comportement d'anticipation (en termes d'épargne par exemple) inapproprié à leur situation. Les auteurs s'interrogent ensuite sur l'adéquation entre les dispositifs actuels et les aspirations des individus, contribuant ainsi aux travaux plus généraux consacrés aux opinions des personnes sur différents aspects de la protection sociale.

En impliquant plusieurs pays, le projet GGS avait pour ambition de développer les perspectives comparatives, l'un des enjeux centraux de son dispositif (cf. préface). Dans le *chapitre 20*, Cécile Lefèvre, Irina Korchaguina et Lidia Prokofieva confrontent ainsi les opinions française et russe sur la question du soutien entre générations. Lorsque les questions d'opinions sont formulées de manière abstraite (« qui, entre la famille et la société, devrait prendre en charge les personnes âgées ? »), les opinions demeurent relativement similaires entre les deux pays. En revanche, dès lors que l'implication personnelle des « aidants » est en jeu, avec des conséquences sur leur propre vie (professionnelle par exemple), des divergences fortes apparaissent entre les deux pays.

SOMMAIRE

Préface de Andres Vikat

Introduction

Chapitre 1 : Erfi : du projet international à l'enquête française, Arnaud Régnier-Loilier (arnaud.regnier-loilier@ined.fr)

Première partie

Diversité des conjugalités et nouvelles structures familiales

Chapitre 2 : Diversité des formes d'union et « ordre sexué », Wilfried Rault (wilfried.rault@ined.fr), Muriel Letrait (muriel.letrait@paris.sorbonne.fr)

Chapitre 3 : Ni seuls ni en couple. Les relations amoureuses non cohabitantes, Éva Beaujouan (e.beaujouan@soton.ac.uk), Arnaud Régnier-Loilier (arnaud.regnier-loilier@ined.fr), Catherine Villeneuve-Gokalp (gokalp@ined.fr)

Chapitre 4 : Les séparations au fil des unions : répétition ou apprentissage ?, Éva Beaujouan (e.beaujouan@soton.ac.uk)

Chapitre 5 : Observer la situation et l'histoire familiale des enfants, Didier Breton (dbreton@unistra.fr), France Prioux (prioux@ined.fr)

Chapitre 6 : Les liens entre structures familiales et précarité, Philippe Cordazzo (cordazzo@unistra.fr)

Deuxième partie

Couples au quotidien : qui fait quoi ?

Chapitre 7 : Mise en scène de la vie quotidienne. Dit-on les mêmes choses en présence de son conjoint ?, Arnaud Régnier-Loilier (arnaud.regnier-loilier@ined.fr), Nelly Guisse (nelly.guisse@gmail.com)

Chapitre 8 : L'organisation des tâches domestiques et parentales dans le couple, Denise Bauer (denise.bauer@sante.gouv.fr)

Chapitre 9 : Pères et mères face aux activités parentales : un partage inégalitaire, Carole Brugeilles (cbrugeil@u-paris10.fr), Pascal Sebillé (pascal.sebillé@u-paris10.fr)

Chapitre 10 : Histoire conjugale et division du travail au sein du couple, Anne Solaz (solaz@ined.fr)

Chapitre 11 : Que peut-on apprendre sur le genre à partir de l'enquête Erfi ?, Maria Eugenia Cosio-Zavala (cosio@u-paris10.fr), Pascal Sebillé (pascal.sebillé@u-paris10.fr)

Troisième partie

Étapes de vie et diversité des parcours familiaux

Chapitre 12 : Un passage vers l'âge adulte en mutation ?, Pascal Sebille (pascal.sebille@u-paris10.fr)

Chapitre 13 : Parcours de vie et situation professionnelle en seconde partie de carrière, Sylvie Renaut (sylvie.renaut@cnav.fr), Jim Ogg (jim.ogg@cnav.fr)

Chapitre 14 : Du désir d'enfant à la première et deuxième naissance, Laurence Charton (Laurence.Charton@unistra.fr)

Chapitre 15 : Comportements familiaux et pratique religieuse en France, Arnaud Régnier-Loilier (arnaud.regnier-loilier@ined.fr), France Prioux (prioux@ined.fr)

Quatrième partie

Perspectives intergénérationnelles

Chapitre 16 : Les déterminants de la fréquence des rencontres entre parents et enfants, Arnaud Régnier-Loilier (arnaud.regnier-loilier@ined.fr), Émilie Vivas (emilie.vivas@insee.fr)

Chapitre 17 : Comment la démographie façonne la population des grands-parents, Anne Bourgeois (anne.bourgeois@umontreal.ca), Jacques Légaré (jacques.legare@umontreal.ca)

Chapitre 18 : Mal-être, genre et âge, Pascal Hintermeyer (pascal.hintermeyer@misha.fr), Alexandre Avdeev (alexandre.avdeev@univ-paris1.fr)

Chapitre 19 : Veuvage et système de retraite : connaissance et opinions sur le dispositif de réversion, Carole Bonnet (carole.bonnet@ined.fr), Guillaume Destré (guillaume.destre@cor-retraites.fr)

Chapitre 20 : Les différences d'opinions entre la France et la Russie sur le soutien entre générations, Cécile Lefèvre (cecile.lefevre@ensae.fr), Irina I. Korchagina (i.korchagina@mail.ru), Lidia M. Prokofieva (*larkad@rinet.ru*)